NUMÉRO 12
AUTOMNE 2013

LES CLEFS DE L'ÉCOLE

MAGAZINE D'INFORMATION DU DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA CULTURE ET DU SPORT

COHÉSION SOCIALE

REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE
POST TENEBRAS LUX

Sommaire

IMPRESSUM

Les Clefs de l'École est une publication du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Réalisation
Secrétariat général
Rue de l'Hôtel-de-Ville 6
Case postale 3925
1211 Genève 3

Responsables de la publication
Christina Kitsos,
Serge Baehler

Ont participé à cette édition
Damien Berthod
Dionys Bresson
Geneviève Bridel
Franceline Dupenloup
Regula Eckert
Pascal Edwards
Laurence Fabry Lorenzini
Edith Guilley
May Piaget
Chantal Renevey Fry
Nicolas Righetti
Michaël Roy
Eléonore Zottos

Impression
IRL plus SA
Renens

Publicité
Sillage
Helena de Freitas
pub@sillage.ch

Tirage
250 000 exemplaires

Photo de couverture
Photo réalisée par Nicolas Righetti
Avec Estelle, Mireille, Melvil (de gauche à droite et de haut en bas)

© Novembre 2013 DIP
ISSN 1662-7148

03
Éditorial
Combattre les inégalités

05
ÉDITION SPECIALE COHÉSION SOCIALE

05 La cohésion sociale vue par Fabian Gonzalez

06 Entretien avec Giovanni Ferro-Luzzi et Mehdi Aouda

09 Projets urbains pour une meilleure qualité de vie

10 De l'intention à l'action dans les communes

11 Le succès du Réseau d'enseignement prioritaire

12 Se former jusqu'à 18 ans: une priorité

13 Des centres pour s'orienter professionnellement à Meyrin et Onex

14 Une nouvelle antenne médico-pédagogique

15 Le pari de l'action éducative en milieu ouvert

17 Migrations et intégration

18 Une fenêtre sur la lecture

19 L'art public dans Genève

20 Le sport: un lien social

21 Le respect, une valeur du judo

23 Découvrir les professions atypiques

24 L'éducation au développement durable

25 Les atouts des HES: rencontre avec M. Abbé-Decarroux

26 Jeunes et violence: une conférence nationale

27
Exposition
«Qu'as-tu appris à l'école?» à la Maison Tavel

28
En bref
Les infos du DIP

29
Agenda
Notre sélection de rendez-vous

ÉDITO

Combattre les inégalités

CHARLES BEER

Conseiller d'État
chargé du
département
de l'instruction
publique,
de la culture
et du sport

Les inégalités sociales frappent notre canton, comme pratiquement toutes nos sociétés post-contemporaines. Telle semble être une des conséquences, annoncée comme inéluctable, de la mondialisation. En réalité, complexes à enrayer, elles n'ont rien d'inéluctable.

A Genève, comme en Suisse, comme en Europe, les milieux populaires ne sont plus ouvriers. L'industrie qui subsiste est devenue, pour des raisons de compétitivité évidente, un secteur à forte valeur ajoutée, aux rémunérations confortables. Les travailleurs et travailleuses des milieux populaires d'aujourd'hui sont, le plus souvent, employés dans le secteur des services, dans l'économie domestique, par exemple. Trop bas, leurs salaires doivent être complétés par les services sociaux ou d'autres salaires engrangés dans le cadre familial. Ces travailleurs pauvres sont issus, en majeure partie, de l'immigration. Par le processus de gentrification, ces hommes et ces femmes sont aujourd'hui regroupés dans des cités synonymes de relégation. Ils y côtoient les derniers ouvriers issus des vagues de l'immigration des trente glorieuses, devenus retraités. Les inégalités territoriales se superposent aux inégalités sociales et en décuplent ainsi les effets. Genève, malgré la croissance, n'échappe pas à ce phénomène; au contraire, le canton vit avec intensité cette nouvelle donne, cette nouvelle peine.

Dans notre canton, entre 2003 et 2008, les écarts entre riches et pauvres se sont encore creusés. De surcroît, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Le centre d'analyse territoriale des inégalités à Genève a mis en évidence le principe de la double peine: les pauvres devenus plus pauvres sont aujourd'hui regroupés dans certains quartiers de notre canton bien identifiés.

Jean Jaurès écrivait le 23 août 1892 dans *La Dépêche de Toulouse*: «Patience, il y a au moins, dans notre société engourdie ou inique, une force qui travaille pour nous, c'est l'enseignement donné au peuple; les esprits seront excités, les consciences seront redressées; nos enfants vaudront mieux que nous, il n'y aura en eux ni indifférence ni servilisme; et ils travailleront tous, avec ensemble, à l'émancipation sociale qui se refuse aujourd'hui aux efforts isolés des meilleurs d'entre nous.» Malheureusement, cette espérance des milieux populaires d'alors s'évapore. Les parents craignent que leurs enfants vivent encore moins bien qu'eux. Leur seul espoir ne peut résider dans le réconfort de se sentir moins exposés à la précarité que les ouvriers des pays émergents, des pays les moins avancés. Ce sentiment porte en lui une violence qui ne saurait être uniquement symbolique.

Face à la montée des inégalités, l'Ecole n'a pas le droit de démissionner, elle doit rester un lieu d'émancipation. Pour ce faire, pour être capable de restituer l'espoir placé par Jean Jaurès dans l'enseignement, l'Ecole doit être exigeante. C'est pour cette raison que ces dernières années ont vu notamment le retour des notes, la mise en place du Réseau d'enseignement prioritaire (REP), l'introduction du mercredi matin d'école, la réforme en sections du cycle d'orientation.

Pour autant, la lutte contre les inégalités ne peut se mener uniquement dans l'Ecole. C'est pourquoi l'Etat s'est récemment doté d'une politique de cohésion sociale en milieu urbain.

Dès à présent, pour être porteuse de l'ensemble des valeurs de la République, dans un souci d'exigence et d'égalité des chances, cette politique de cohésion sociale devra impérativement se développer. L'Ecole et l'ensemble des prestations publiques doivent investir des moyens supplémentaires dans les communes et les quartiers défavorisés de notre canton. Il s'agit d'éviter l'identification d'un monde en errance. C'est à ce prix que nous serons capables de faire vivre l'idée de progrès et d'espérance. La présente édition des *Clefs de l'Ecole* vous propose, loin de toute idéologie, de découvrir cette vision de l'Ecole et de la République. Une vision aux antipodes de la loi de la jungle et de la démission. Un enseignement républicain porteur d'ambition et de démocratisation.

Bien utiliser les médias numériques.
Cours médias pour classes d'école.
Les jeunes sont à l'aise avec Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux. Mais en connaissent-ils les dangers et surtout, savent-ils s'en protéger? Swisscom propose des cours aux écoles pour que les jeunes naviguent en toute sécurité sur Internet.
Dans leur enseignement, nos experts en médias abordent la fascination des médias numériques, les aspects juridiques d'Internet, les réseaux sociaux, la sécurité et le cyberharcèlement.
Vous trouverez d'autres informations sur les cours médias pour écoliers, parents et enseignants sous www.swisscom.ch/coursmedias
swisscom

La cohésion sociale vue par Fabian Gonzalez, étudiant au Centre de Formation Professionnelle Arts Appliqués à Genève.

Une loi pour mieux vivre ensemble

Interview La politique de cohésion sociale en milieu urbain vise à réduire la précarité de certains quartiers en y restaurant une qualité de vie meilleure. Éclairage sur la genèse et les enjeux avec Mehdi Aouda, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale en milieu urbain (DIP), et Giovanni Ferro-Luzzi, directeur scientifique du service de la recherche en éducation (SRED).

Quelle est l'idée générale de la loi sur la politique de cohésion sociale en milieu urbain entrée en vigueur en mars 2013?
Giovanni Ferro-Luzzi: L'idée, c'est de battre en brèche le concept que l'on peut traiter un problème uniquement de manière sectorielle. Il faut considérer la précarité et l'exclusion sociale comme étant multidimensionnelles (revenus, chômage, marché de l'emploi, éducation, petite criminalité, incivilités, santé, etc.), alors que leur traitement est le plus souvent abordé de manière un peu unilatérale par chaque département.

Avec cette loi, on a la volonté de prendre le problème d'une autre façon en regardant les gens qui vivent dans une certaine région (quartier, commune) et qui cumulent plusieurs de ces éléments de précarité, afin d'appliquer une politique qui soit transversale entre les départements concernés. Il est essentiel d'avoir une approche globale et d'agir sur le quartier et les gens qui l'habitent, de sortir des politiques départementales sans pour autant les abandonner. C'est donc une politique publique qui se veut complémentaire à ces dernières, avec pour mission d'agir sur plusieurs facteurs de précarité simultanément pour en limiter les effets d'amplification et de renforcement mutuels.

Photo: N. Righetti

Pour Giovanni Ferro-Luzzi (à gauche), «il est essentiel d'avoir une approche globale et d'agir sur le quartier et les gens qui l'habitent». En effet, comme le soulève Mehdi Aouda (à droite), «la lutte contre les inégalités est également une démarche territoriale».

Pourquoi et comment cette loi a-t-elle été mise en place?
Mehdi Aouda: En 2006, Charles Beer a mis en place le Réseau d'enseignement prioritaire (REP). Cela partait d'un constat assez simple qui voulait que, selon votre milieu social, vous avez plus ou moins de chances de réussir scolairement. Dès lors, comment intervenir dans l'école pour favoriser la réussite et les apprentissages des élèves? Notamment en mettant en place un éducateur et en appliquant un meilleur encadrement par classe.

En 2008-2009, on a élargi le spectre de la réflexion en prenant en compte non seulement le milieu social d'où vient la famille mais aussi le quartier qu'elle habite. C'est ce qui a donné lieu aux déclarations d'intention entre les communes et l'Etat (Onex, Vernier, Genève et Lancy). L'idée était également d'avoir un regard plus scientifique sur ces questions d'inégalités, ce qui s'est traduit par la création du Centre d'analyse territoriale des inégalités de Genève (CATI-GE). On constatait non seulement que les inégalités

Photo: Y. Bailly / Keystone

Plusieurs projets sont développés pour améliorer la qualité de vie des quartiers comme à Vernier.

se creusaient à Genève mais aussi qu'elles se territorialisaient.
On pouvait avoir en même temps un phénomène de gentrification – processus d'embourgeoisement d'un quartier – et des poches de précarité qui émergeaient avec des gens socialement défavorisés. Il y avait donc la nécessité de penser cette question, ce qui a amené le Conseil d'Etat à déposer ce projet de loi.

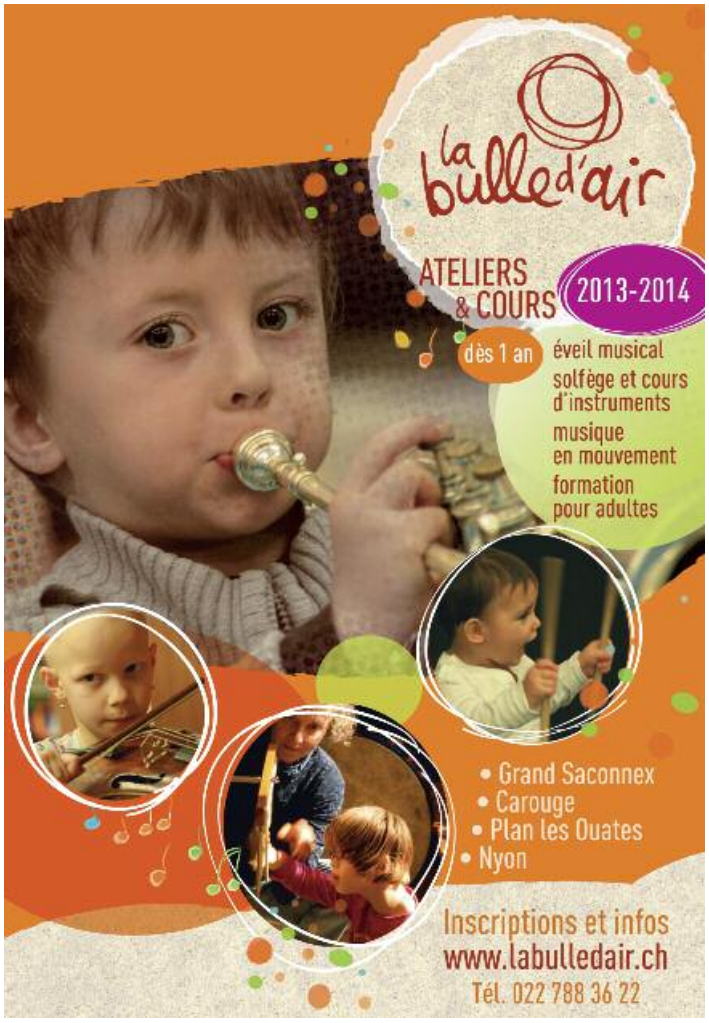
Quelle est la mission du CATI-GE?
GFL: Il a pour mission d'identifier les quartiers dans lesquels on souhaite mener cette politique. Afin d'éviter le côté émotionnel du débat, on cherche à obtenir un maximum de chiffres pour les définir. Le centre avait pour mission de fixer des critères sur lesquels se baser pour envisager de mener une politique de cohésion sociale dans certains quartiers. On a pu ainsi recenser environ une dizaine de communes, dites éligibles, pour bénéficier de cette loi. La cartographie des inégalités territoriales permet ensuite au politique de mieux visualiser les quartiers cumulant de nombreux facteurs de précarité au sein de ces communes.

En quoi cette loi est-elle novatrice?
MA: D'abord, elle rappelle le principe que la lutte contre les inégalités est également une démarche territoriale. Deuxièmement, elle propose une approche multidimensionnelle, c'est-à-dire qu'elle a pour ambition d'intervenir sur tous les domaines en même temps. Cette coordination des politiques publiques autour d'un objectif commun – l'identification des problématiques de quartier – est importante. Un autre élément fondamental, c'est le partenariat avec la commune prévu dans le cadre d'une convention. Enfin, un autre aspect assez nouveau qui est affirmé dans la loi, c'est la place de la société civile et la participation des habitants, que ce soit des travailleurs sociaux, des maisons et des associations de quartier ou encore de la population.

Quels sont les enjeux de cette loi?
MA: Avoir une meilleure compréhension des problèmes et une meilleure coordination dans l'action et les réponses qu'on apporte afin d'améliorer la qualité de vie dans nos quartiers populaires.

GFL: L'idée, c'est vraiment de lutter contre l'exclusion sociale, faire en sorte que le quartier soit plus attractif et lutter contre la gentrification. A cette fin, il importe de favoriser la mixité sociale. Ceci permet en effet d'éviter le cercle vicieux qui apparaît dès lors que des gens quittent un quartier défavorisé et, ce faisant, contribuent à accroître la concentration de la précarité. En améliorant la qualité de vie dans un quartier, ce dernier peut trouver un équilibre avec une plus grande mixité.

Quels sont les projets en cours?
MA: Deux projets sont en cours, un aux Libellules à Vernier, l'autre à la Pelotière à Versoix. Il faut signaler qu'il existe aussi une politique de cohésion sociale à l'échelle fédérale. La Confédération a lancé un appel aux projets et ces deux-là ont été retenus. ▌



DIFFICULTES SCOLAIRES ?

L'**ARA** offre chaque année
à plus de **5'000 élèves et apprentis**
DES **APPUIS SCOLAIRES CIBLES**

. Cours **individuels** à **domicile**
. Cours d'été
. Répétiteurs **motivés** et **encadrés**
. **Matériel d'enseignement** adapté
. **Aide financière de l'Etat** lorsqu'elle se justifie

N'HESITEZ PAS A APPELER LE
022 809 60 60
(de 9h à 12h et de 14h à 17h)

L'**ARA** c'est :
. Une **référence** à **Genève** depuis plus de **50 ans**
. Plus de **95%** d'**élèves satisfaits**, selon des **sondages** réguliers

ARA
Association des Répétitoires Ajeta
www.ararep.ch
5, bd des Philosophes - 1205 Genève

DIDACTA SUISSE
Lausanne

Le salon suisse de l'éducation et de la formation
Expo Beaulieu Lausanne
20 – 22 Novembre 2013
www.didacta-lausanne.ch

Apprendre pour la vie.
Avec votre participation
et votre expertise.

Deux projets urbains au service du bien-être

Mieux vivre A Genève, deux projets ont été retenus en rapport avec la loi sur la politique de cohésion sociale en milieu urbain, également soutenus par la Confédération: les «Nouvelles Libellules» à Vernier et «Passerelles pour La Pelotière» à Versoix.

LES NOUVELLES LIBELLULES

Selon les indicateurs fournis par le Centre d'analyse territoriale des inégalités de Genève (CATI-GE), le quartier des Libellules est le plus précarisé du canton. Le besoin d'infrastructures, l'absence de commerces de proximité et l'image négative du quartier contribuent à l'isolement des résidents. Le projet des «Nouvelles Libellules» vise à promouvoir une meilleure qualité de vie ainsi qu'une amélioration des relations entre les habitants à travers quatre volets prioritaires: associatif – renforcer le tissu social et favoriser les activités dans le quartier; aménagement – mobiliser des citoyennes et citoyens autour de l'appropriation des différents aménagements prévus; image – travailler sur l'image du quartier afin d'en transformer favorablement les perceptions; et cohésion sociale – réduire les inégalités en proposant des aménagements combinés avec les acteurs économiques et sociaux communaux et cantonaux.

Concrètement, d'ici 2015 tous les appartements du quartier seront rénovés, des aménagements de proximité tels que des jeux pour enfants seront créés et dix espaces de vie seront mis à la disposition des habitants. ▌

Photo: N. Righetti

Alexandra Pittet, chargée du projet «Nouvelles Libellules» à Vernier, dans l'un des dix espaces de vie qui est mis à disposition des habitants.

PASSERELLES POUR LA PELOTIÈRE

Ce projet vise lui aussi à renforcer les liens sociaux dans un quartier socialement précaire tout en cherchant à raccorder le quartier à la ville de Versoix pour le sortir de son isolement. La Pelotière a longtemps pâti d'une mauvaise image et de nombreuses actions ont été mises en œuvre pour y rehausser le bien-être et la qualité de vie. Parmi ces projets, dont certains viennent d'être réalisés, figurent la création de dix-huit jardins potagers avec l'aménagement d'un espace de détente à proximité, l'organisation de la Fête des Voisins, la réfection du local de la salle de fête, une piste de pétanque et la reconstruction du Café-Rencontre, un lieu communautaire qui se veut ouvert à tous et qui propose des cours de langue, des groupes de parole, des activités artistiques et la présence des travailleurs sociaux. «L'idée, c'est que les gens apprennent à travailler ensemble pour aider les habitants à formuler des projets et les gérer avec des partenaires», explique Cédric Lambert, conseiller administratif à la mairie de Versoix.

Bien qu'il soit encore un peu tôt pour dresser un bilan, on peut déjà souligner que ces projets ont été très bien accueillis par les habitants et ont permis de dynamiser la vie sociale de ces quartiers tout en améliorant leur image, notamment grâce à la création d'espaces verts. On ne peut dès lors que se réjouir de la collaboration active qui s'est installée entre les différents acteurs de tels projets afin de mettre en valeur la diversité et la richesse de ces quartiers. ▌

Quand l'Etat et les communes avancent ensemble

Participation En prélude à la loi sur la politique de cohésion sociale en milieu urbain, une déclaration d'intentions a été signée en 2008-2009 entre l'Etat et les communes de Vernier, Onex, Lancy et Genève. Le but étant notamment, en sollicitant d'autres services de l'Etat et des communes concernées, de lutter contre l'échec scolaire et d'améliorer au sens large les conditions de vie des familles. Rencontre avec la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), l'un des partenaires privilégiés.

Un rôle important
En tant que partenaire de terrain, la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) joue un rôle important dans l'amélioration de la qualité de vie à l'intérieur de ces communes. Capter l'attention des jeunes en rupture, gagner leur confiance et leur donner un encadrement en allant à leur rencontre dans leur environnement social à toute heure, week-end compris, est le quotidien des travailleurs sociaux hors murs. Ceux-ci interviennent en complémentarité avec les multiples activités réalisées dans les centres. Il s'agit d'assurer une présence active de proximité pour être le plus efficace possible. L'accompagnement individuel, la mise en place de «petits jobs» revalorisants et de chantiers éducatifs sont autant d'actions entreprises qui portent leurs fruits et permettent aux jeunes en difficulté de se remotiver et de retrouver des repères dans la société.

Photo: N. Righetti

Pour Yann Boggio, Secrétaire général de la FASe, la lutte contre l'échec scolaire passe également par une présence active et de proximité des travailleurs sociaux hors murs.

Tisser des liens
Il est primordial, pour la FASe, de contribuer à tisser des liens entre les politiques cantonales et les populations des quartiers, entre partenaires sociaux et établissements REP, et même entre la police et les travailleurs sociaux. Ces actions ne se veulent pas spectaculaires, mais permettent d'améliorer au quotidien la vie d'un quartier ou d'une commune, de renforcer l'éducation, de mettre l'accent sur la prévention et de lutter ainsi contre l'exclusion. En tant que partenaire du canton et des communes, la FASe se positionne comme institution intermédiaire ayant pour but de créer des ponts entre tous les acteurs en présence.

Des objectifs mieux définis
«Le principal intérêt de ces déclarations d'intentions est de donner une orientation, de poser clairement et sur papier les enjeux majeurs liés aux quartiers les plus précarisés ainsi que les actions à entreprendre collectivement», explique Yann Boggio, secrétaire général de la FASe.

Ces déclarations d'intentions sont peu à peu amenées à disparaître au profit des conventions inscrites dans la loi et, s'il reste encore des points à améliorer, comme le renforcement de la transversalité et du travail interdépartemental, elles ont déjà posé les bases d'une politique œuvrant durablement pour le bien-être commun. ▌

SMS Le Point
Les enjeux de la participation

Dans le cadre de sa mission, le service de médiation scolaire – Le Point veille tout particulièrement à lutter contre l'augmentation des inégalités en favorisant la cohésion sociale. Le service se consacre au développement des modes d'interventions concertées qui visent à mobiliser les capacités des individus et des groupes et à créer des conditions de concertation entre l'institution et ses partenaires (associations, familles, habitants). Les enjeux liés à la participation sont doubles. Il s'agit d'une part de favoriser le développement de l'intégration sociale et d'autre part de soutenir la concertation et la contribution à l'action publique et citoyenne.

Le REP favorise l'égalité des chances

Mobilisation Les assises du Réseau d'enseignement prioritaire (REP) ont eu lieu le 21 septembre dernier. Compte rendu.

Le Réseau d'enseignement prioritaire (REP) a tenu ses assises le samedi 21 septembre dernier. Lancé en 2006, il vise à lutter contre l'échec scolaire et à soutenir les enseignants et les familles dans les quartiers les plus défavorisés du canton, en allouant des ressources supplémentaires aux écoles.

Près de 150 acteurs (directeurs, enseignants, éducateurs, parents) se sont réunis pour évaluer les résultats du réseau et réfléchir à l'avenir. Environ 20 % des élèves genevois sont aujourd'hui concernés, soit dix-sept établissements du primaire, et depuis la rentrée 2011 quatre cycles d'orientation. Concrètement, les établissements sélectionnés bénéficient de la présence d'un éducateur social et d'un taux d'élèves par enseignant plus réduit que la moyenne. L'enseignement de la lecture y est renforcé et des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté sont mis en place. Six communes sont aujourd'hui concernées: Onex, Ville de Genève, Lancy, Vernier, Carouge et Meyrin. Des partenariats sont noués pour améliorer l'environnement autour de l'école et la prise en charge des familles en difficulté. De nombreux projets sont initiés également avec le milieu associatif pour permettre un meilleur accès à la culture et aux sports.

Le Service de la recherche en éducation (SRED) a présenté les résultats de plusieurs études réalisées sur le suivi de la mise en place du REP dans les écoles primaires. D'après les enseignants, la présence d'un éducateur permet une nette amélioration des contacts entre les familles et l'école. Les effets sont visibles: les élèves sont plus calmes, rassurés, ils prennent confiance en eux. Les parents se sentent mieux écoutés et soutenus et viennent plus facilement à l'école. Les enseignants sont épaulés et peuvent se consacrer plus pleinement à leur enseignement.

Concernant les acquis scolaires, les compétences en lecture se sont améliorées à l'école primaire, et la proportion d'élèves ayant un retard de scolarité a également baissé. Mais à la sortie du primaire des écarts de réussite subsistent entre les établissements du REP et les autres établissements. Les élèves du REP sont encore un peu moins nombreux à rejoindre le «regroupement 3» qui a les exigences scolaires les plus élevées du cycle d'orientation. Des conclusions qui sont néanmoins encourageantes puisque les résultats progressent ou restent stables, selon les disciplines, malgré une forte croissance des inégalités et de la précarité dans notre canton. Ces efforts sont donc à poursuivre, ils passent sans doute, par exemple, par une dotation supérieure d'éducateurs au sein des établissements du REP.

Photo: N. Righetti

Des ateliers ont permis aux participants d'échanger sur les différentes formes de mobilisation autour de l'école.

Quand formation rime avec cohésion

Raccrochage Chaque année, plus de 1000 élèves de l'enseignement postobligatoire abandonnent leur formation en cours de route. Environ la moitié réintègre une filière de formation l'année suivante. L'article constitutionnel sur la formation obligatoire jusqu'à la majorité au moins vise à augmenter drastiquement cette proportion.

Formation obligatoire jusqu'à 18 ans! La formule peut sonner un peu militaire et draconienne. Mais le peuple genevois ne s'y est pas trompé: c'est dans un tout autre esprit que le conseiller d'Etat chargé du DIP a vivement souhaité que cette disposition soit intégrée dans la nouvelle Constitution genevoise. On parle en fait d'inclusion, de concertation et d'ouverture des horizons.

«Concrètement, cette obligation veut dire qu'un jeune qui quitte le cycle d'orientation – ou qui interrompt une formation en cours – ne peut plus s'évanouir dans la nature et ne rien faire. Même s'il a 16 ou 17 ans. Il ou elle doit construire un projet alternatif approuvé par ses parents et divers acteurs du DIP», explique Sylvain Rudaz, directeur général de l'enseignement postobligatoire.

Photo: N. Righetti

Toute l'équipe du Centre de la transition professionnelle se réjouit : l'établissement fait partie des dix-huit finalistes retenus au concours du Prix suisse des écoles, qui sera décerné le 5 décembre au Stade de Suisse (Berne).

Mais alors, un jeune qui interrompt le collège après quelques mois parce qu'il est en situation d'échec irréversible ne pourra-t-il plus se rendre à l'étranger pour apprendre une langue? Si, mais ce séjour linguistique devra se dérouler selon un cadre concerté et déboucher sur une forme de certification. De plus, d'autres formes de «raccrochage» scolaire lui seront également proposées.

«Notre grand défi, c'est d'amener tous les jeunes du canton à une première certification qui ouvre les portes à une profession ou à un diplôme supérieur», relève Sylvain Rudaz. Le décrochage scolaire résulte souvent d'un ensemble de facteurs. C'est un phénomène complexe. La tâche du DIP consiste à identifier avec la jeune personne l'aide et la structure qui lui correspond – et à la remotiver. En valorisant notamment mieux ses acquis. Et quitte à inventer de nouvelles mesures.

En effet, il existe déjà plusieurs dispositifs comme les espaces de transition (classes préparatoires scolaires et professionnelles) qui accueillent les jeunes qui n'ont pu intégrer une filière de formation à la sortie du cycle d'orientation. Auxquels il faut ajouter des mesures de «raccrochage», comme la Gestion de suivi individualisé, supervisée par l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC). Ou encore la récente ouverture de CAP Formations, un guichet unique pour les jeunes en rupture de formation, qui scelle une collaboration renforcée entre l'OFPC et l'Office cantonal de l'emploi. Innovateur, le DIP se rend compte qu'il faut encore plus de souplesse et de réponses, notamment pour ceux qui échouent en début d'année scolaire. Il met ainsi sur pied une «rentrée alternative» au mois de janvier, permettant – par exemple – à un jeune en situation d'échec au collège de rejoindre une autre filière sans attendre l'année scolaire suivante.

Et, en septembre 2014, l'Espace Lullin de rescolarisation verra le jour. Les jeunes gens en situation de rupture bénéficieront d'un lieu d'accueil et de suivi, d'orientation et de construction de projet – basé sur un concept nouveau et original. ▌

Dès l'enseignement primaire!

L'objectif ambitieux de permettre à chacune et chacun d'obtenir un certificat de l'enseignement postobligatoire ne peut être atteint qu'avec la participation de l'ensemble des niveaux d'enseignement. Au primaire, l'introduction du mercredi matin dès la rentrée 2014 représente un pas dans cette direction dans la mesure où davantage d'école, de services publics, permettent de renforcer l'égalité des chances. Le nouveau cycle d'orientation structuré de façon à améliorer l'orientation des élèves, à promouvoir l'ensemble des filières qui s'offrent aux jeunes gens à l'issue de l'enseignement obligatoire, participe aussi à cette lutte déclarée contre le décrochage scolaire. Et, en fin de compte, la délivrance au plus grand nombre d'un certificat de fin d'études est aussi un gage de cohésion sociale.

La Cité des métiers vous conseille dans plusieurs communes

Orientation A l'écoute des jeunes et des adultes de leur région, ces structures installées à Meyrin et Onex développent des services spécialement à leur intention, en collaboration avec les partenaires locaux.

Lieux polyvalents d'accueil, d'information et de conseil, les Centres associés Cité des métiers offrent toute une gamme de prestations liées à l'orientation et à la formation. Dans un espace convivial équipé d'ordinateurs, jeunes et adultes peuvent se documenter à leur gré et bénéficier de diverses modalités de consultation.

Pour offrir aux différents publics une aide et des conseils adaptés, ces structures ont établi des contacts avec l'ensemble du réseau social local. Ainsi, à Onex, les consultants pourront tirer parti d'une prise en charge concertée et complémentaire, qu'ils s'adressent au Centre associé, à l'Arcade Onex solidaire, à Contact Emploi Jeunes Lancy, à CapEmploi Oseo Bernex ou au BUPP (Bus Unité Prévention Parcs), qui rassemble une équipe de travailleurs sociaux hors murs de la Fondation pour l'animation socioculturelle (FASe).

Photo: OFPC-SISP

Les centres de Meyrin (photo) et Onex offrent un contact direct avec des spécialistes et un accès gratuit à de nombreuses prestations d'information et d'orientation.

Un appui concret

«Les consultations dans un centre de proximité sont particulièrement appréciées par les personnes qui ont interrompu un parcours de formation, observe Colette Bertagna, coordinatrice du Centre associé d'Onex. Le contact familier avec une petite équipe qu'elles connaissent bien les rassure et crée des conditions propices pour formuler un nouveau projet et redéfinir des méthodes de travail.» Humberto Lopes, coordinateur du BUPP Rhône-Aïre, relève de son côté que l'accès à des prestations d'information et d'orientation proches du domicile favorise le retour à la formation. «Le Centre associé offre un appui concret qui renforce notre action sur le terrain», précise-t-il. Pour ce faire, plusieurs nouvelles prestations seront organisées à Onex comme à Meyrin, notamment des ateliers pour décrocher un stage ou se préparer aux tests d'aptitudes professionnelles (prérequis pour entrer en formation).

Convier les entreprises

«Pour favoriser l'insertion, il est plus que jamais nécessaire de faire connaître les métiers et les formations qui y conduisent, en multipliant les contacts avec le monde du travail, notamment à travers les recrutements en direct et les présentations d'entreprises», souligne Djemâa Chraiti, responsable de la Cité des métiers. Très attentif aux besoins des différents publics de la région, le Centre associé de Meyrin a également tissé des liens avec les différents acteurs sociaux de la commune, parmi lesquels l'antenne Objectif Emploi et Transit, une structure d'insertion de la FASe. «Un accompagnement concerté sur le plan local et régional porte ses fruits, se plaît à relever Seth van Beek, coordinateur de Transit. L'implication de l'ensemble du réseau permet d'offrir un appui circonstancié. Et les recrutements en direct pour une place d'apprentissage sont une réelle opportunité pour les personnes que nous suivons de matérialiser leur projet.» ▌

Pour en savoir plus consultez le site www.citedesmetiers.ch/geneve et le webmobile www.citedesmetiers-geneve.mobi

Une nouvelle antenne thérapeutique pour les enfants

Primaire L'office médico-pédagogique a ouvert une antenne thérapeutique à Versoix au mois d'avril 2013. A la plus grande satisfaction de l'association des parents d'élèves et des autorités communales.

Photo: N. Righetti

Quatre thérapeutes, employées à temps partiel, s'occupent de la nouvelle antenne de l'office médico-pédagogique à Versoix.

Pour la population locale et des communes environnantes, l'ouverture d'une antenne thérapeutique de l'office médico-pédagogique (OMP) à Versoix est vécue comme une victoire et un soulagement. Une victoire, car la mise en place de ce service qui vient en aide aux enfants manifestant des troubles du développement était fort attendue. Et, surtout, un soulagement, parce que le bénéfice en est indéniable.

Permettre à un enfant de suivre une thérapie implique souvent un investissement de temps considérable de la part des parents. «Si les distances à parcourir sont longues et compliquées, cette contrainte peut vite conduire à un abandon du traitement», relève Ivaine Droz, pédopsychiatre, responsable de la nouvelle antenne versoisienne. En particulier, si les familles sont monoparentales ou si les deux parents travaillent. Le besoin d'une antenne locale à Versoix traduit la transformation démographique qu'a connue cette commune au cours des vingt dernières années: «Augmentation de la population, mais aussi arrivée d'une population immigrée moins favorisée, pour qui les déplacements jusqu'à la consultation des Pâquis se sont avérés problématiques», relève Stephan Eliez, directeur général de l'OMP. D'autant que le nombre de thérapeutes privés installés sur le territoire de la commune est très faible. Or, dans la mesure du possible, l'OMP adresse les enfants concernés à des médecins privés pour le suivi thérapeutique.

Le chiffre est surprenant, mais environ 10% des élèves de l'école primaire sont accueillis – à un moment ou à un autre – par des professionnels de l'OMP. Toujours à la demande des parents, qui sont notamment aiguillés par les enseignants. Les difficultés scolaires œuvrent souvent comme le révélateur de problèmes plus complexes.

«L'ouverture de l'antenne de l'OMP à Versoix s'inscrit dans la politique de la ville et des régions, souligne Stephan Eliez. Une des priorités du DIP dans la présente législature a été de veiller à l'égalité des chances pour tous les enfants. Cela passe par une attention particulière aux régions périphériques.»

L'implantation de l'antenne versoisienne résulte d'un partenariat entre les autorités communales et le DIP: les locaux sont mis à disposition par Versoix, alors que l'équipe thérapeutique dépend de l'OMP. ▌

Infos pratiques:
Antenne thérapeutique de Versoix, route de Sauverny 6, 1290 Versoix (rez-de-chaussée) tél. 022 388 96 00 (secrétariat des Pâquis).

Qui est pris en charge par l'antenne de l'OMP de la région de Versoix?

A la différence des centres de consultation de l'OMP qui se trouvent répartis à travers le canton, l'antenne thérapeutique de Versoix ne prend en charge que les enfants présentant une problématique psychique. Il y a suffisamment de professionnels privés dans la région pour assurer les traitements logopédiques et de psychomotricité. Les thérapeutes de l'antenne de Versoix sont donc des psychologues et des médecins. Le bilan préalable est établi à la consultation des Pâquis, qui décide ensuite quelles situations peuvent être prises en charge à Versoix.

Pour plus d'informations sur l'OMP: http://www.ge.ch/omp

Accompagner les parents et trouver des solutions

Education L'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) permet de soutenir les familles pendant une durée de quatre à dix-huit mois. Elle est unanimement saluée.

Difficile d'imaginer une mesure plus douloureuse que celle de devoir retirer un enfant à ses parents. C'est malheureusement parfois nécessaire. Quand la cellule familiale dysfonctionne au point qu'elle menace l'intégrité morale et physique des enfants, une décision de placement est alors nécessaire – avec ou sans l'accord des représentants légaux.

Cependant, avant d'en arriver à ce stade critique, il y a souvent moyen de modifier le cap. Et de remettre la famille sur ses rails. C'est précisément le sens de l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), une prestation mise sur pied à Genève au début de l'année 2009. Sa spécificité? Sur proposition du Service de protection des mineurs (SPMi), un éducateur – ou une éducatrice – se rend et intervient au domicile de la famille. Avec l'aval, bien sûr, des parents. Le principal objectif de ce soutien aux familles est de renforcer et valoriser les compétences des parents. Le postulat étant que celles-ci sont présentes, mais momentanément indisponibles pour des raisons d'histoire de vie complexe. L'AEMO propose alors un accompagnement sur une durée de quatre à dix-huit mois.

Imprégné du contexte familial, l'éducateur cherche à établir un lien relationnel. Les problèmes sont identifiés avec le ou les parents. Les solutions sont discutées également ensemble. Souvent en présence des enfants. Il ne s'agit pas de se mettre dans une posture d'imposition de nouveaux savoirs à des familles déjà trop souvent stigmatisées. Mais, bien au contraire, il est question d'entendre, de faire un travail en commun, d'épauler pour permettre de développer les facultés existantes, de faire en sorte que chacun se perçoive comme compétent pour offrir à son enfant un cadre sécurisant et épanouissant.

En quatre ans et demi d'existence, quatorze éducateurs et éducatrices de l'AEMO ont accompagné plus de 430 familles, concernant quelque 750 enfants. La plupart du temps, leur action débouche sur des solutions qui évitent la séparation des enfants et de leurs parents. Et le nombre de situations gérées ainsi est en augmentation.

«La particularité de l'AEMO à Genève, c'est le temps que les éducateurs peuvent consacrer à chaque famille. En moyenne, cinq à six heures par semaine», relève Sybille Gallandat Crevoiserat, directrice de l'AEMO-FOJ (voir encadré). Et de conclure: «Notre action est reconnue et soutenue par l'ensemble des partenaires. C'est indéniable, nous répondons à un véritable besoin et à une demande de la société genevoise.» ▌

Photo: N. Righetti

La spécificité de l'éducateur AEMO est de se rendre au domicile de la famille pour chercher avec elle des solutions.

UNE HISTOIRE ENCORE JEUNE

Suite aux Assises de l'éducation du 20 novembre 2008 et aux recommandations formulées par le Service de la recherche en éducation (SRED), l'Office de l'enfance et de la jeunesse a introduit une nouvelle prestation à Genève: l'AEMO (Action éducative en milieu ouvert) – en collaboration avec l'Association genevoise des organismes d'éducation et de réinsertion. La Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) et l'Association catholique d'action sociale et éducative (Acase) en sont les maîtres d'œuvre.

Depuis le mois de mars 2009, des éducatrices et éducateurs AEMO soutiennent et accompagnent à leur domicile des familles qui rencontrent des difficultés éducatives. Le travail s'effectue par le biais d'objectifs mis en place avec les familles et validés par le SPMi.

Rejoignez la vague orange!

NSG

Natation Sportive Genève

022 343 40 27 - nsg@geneva-link.ch - www.natation-nsg.com

Cours de natation, d'aquagym et entraînements

Enfants dès 4 ans, du lundi au samedi
Adultes tous niveaux, matin tôt ou en soirée

Trois piscines - avec entrée gratuite - disponibles:
Pâquis, Liotard et Contamines

Leçons de 30, 45 ou 60 minutes
en individuel ou en petits groupes

Moniteurs diplômés

Premier club au nombre des médaillles lors des Championnats suisses espoirs 2013

Avec le soutien de

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Loterie Romande soutien au sport

AVEC · LE · SOUTIEN · DE · LA · VILLE · DE · GENÈVE

· ENVIE DE FAIRE · — de la — MUSIQUE ?

DÉCOUVRE UN INSTRUMENT
QUI PEUT T'ACCOMPAGNER
PARTOUT

COURS D'ACCORDÉON

BASSES STANDARDS & BARYTONS

PROFESSEURS DIPLÔMÉS MASTERS !

École reconnue par le DIP
et certifiée ArtistiQua

ÉCOLES :

École du Vidollet
Rte de Vermont 18 bis
1211 Genève

Maison de la musique
Av. des Grandes-Communes 49
1213 Onex

Écoles des Bois-des-Arts
Ch. du Bois-des-Arts 62
1226 Thônex

PROFESSEURS :

Aline Roy
tél. 078 624 46 30
Julien Paillard
tél. 079 894 94 68

www.uam-geneve.ch - info@uam-geneve.ch

DANS SES RÊVES, SA MAMAN NE DEVAIT PAS ÊTRE INVALIDE.

orphelin.ch

UNE COUVERTURE
DÉCÈS - INVALIDITÉ DÈS 4 CHF/MOIS

1872
FSMO
FONDATION SANS BUT LUCRATIF

Migrations: une chance pour Genève!

Intégration Les phénomènes migratoires amènent toute société multiculturelle à un travail de comparaison, de différenciation, de rapprochement. Il s'agit de démêler le passé en le prolongeant jusqu'au présent. L'école est précisément le lieu privilégié permettant l'interaction entre ces expressions identitaires complémentaires.

Avec la forte diversité culturelle et linguistique de sa population, Genève exprime une identité riche et multiple, notamment au sein de ses écoles qui comptent 160 nationalités et 42% d'élèves dont les parents déclarent une autre langue que le français comme première langue parlée. Cette identité représente ce que nous sommes, chacun pris séparément, mais aussi ce que nous voulons être. Le sujet se fabrique lui-même à travers les déplacements entre territoires et cultures, centre et périphérie, espaces réel et imaginaire, lieux et non-lieux, mémoire et oubli. Dans cette construction sociale et identitaire, l'école demeure un véritable vecteur d'intégration non seulement pour les élèves mais aussi pour les familles, tant suisses qu'étrangères.

Photo: N. Righetti

Le canton de Genève accueille en 2013 une quarantaine de mineurs non accompagnés, pour la plupart logés au foyer de Saconnex.

Pour ce faire, l'accueil des élèves allophones nouvellement arrivés à Genève se base sur les axes majeurs suivants: l'apprentissage du français, l'intégration, l'orientation et le repérage des besoins particuliers. En outre, la langue maternelle est valorisée grâce aux cours de langue et culture d'origine. Les structures d'accueil développées tant dans l'enseignement obligatoire qu'au postobligatoire accompagnent les élèves pour faciliter leur intégration à plein temps en classe ordinaire.

L'Analyse des dispositifs d'accueil et d'intégration des élèves primo-arrivants allophones (2013) du Service de la recherche en éducation montre bien que «les inégalités de chances de réussite scolaire selon le milieu social d'origine se reproduisent en situation de migration». Ancrée dans la réalité socioculturelle et économique de son quartier, l'école peut ainsi jouer un rôle de levier pour réduire les inégalités et favoriser l'insertion scolaire, sociale et, à terme, professionnelle des élèves grâce à une politique basée sur l'égalité des chances et l'exigence. Parallèlement, le développement de liens entre les familles et l'école s'avère essentiel, comme «l'école des mamans» qui propose des cours de français aux mères allophones.

Enfin, la précarité du statut de certains élèves ne doit pas empêcher de construire un véritable projet d'intégration. Ainsi, depuis 2013, les jeunes gens et jeunes filles sans papiers peuvent effectuer un apprentissage professionnel en Suisse sous certaines conditions restrictives, comme celle d'avoir suivi sa scolarité en Suisse pendant au moins cinq ans.

Suite à la visite du conseiller d'Etat M. Charles Beer et du président du Grand Conseil M. Gabriel Barrillier dans les foyers de requérants le 24 décembre 2012, une *task force* a été créée par le Conseil d'Etat afin d'améliorer les conditions d'existence des mineurs, seuls ou avec leur famille, résidant dans ces centres d'accueil. Le but étant d'intervenir de manière transversale (logement, sécurité, éducation et formation) et d'aboutir à terme à un renforcement de l'encadrement social individuel et collectif de ces mineurs et à l'identification d'un lieu de résidence adéquat. ▌

Le livre crée des liens

Transmission Le livre et l'écrit, ça parle! Les élèves le constatent grâce à la collaboration entre les écoles et diverses institutions culturelles et sociales.

INCITER À LIRE

«On n'est pas là pour faire de la discipline, mais pour passer un bon moment.» Sophie Clervil, alerte retraitée, lit chaque semaine des histoires aux élèves de l'école Mail/Carl-Vogt, pour son plaisir et le leur! Comme d'autres aînés bénévoles du quartier, elle a été recrutée par l'Unité d'action communautaire (UAC) Jonction-Plainpalais-Acacias. «Les enfants que je croise dans le quartier me sautent au cou.»

Créés il y a plus de cinq ans par le corps enseignant de l'école pour les 1P-4P, ces rendez-vous démentent la thèse du désintérêt des enfants pour la lecture, «un mythe», selon une enseignante. «Si tu veux, tu peux aussi m'en lire une et je t'écoute. Surtout, on échange sur les émotions que suscite le livre.» Ce moment convivial est inscrit dans le rythme scolaire, les classes comptent sur «leur» aîné. Veiller à la régularité du rendez-vous, c'est le rôle de Pascal Engeli, conseiller à l'UAC Jonction-Plainpalais-Acacias, qui jongle avec les 28 bénévoles de ce partenariat, dont petits et grands sont ravis.

ATELIERS ARTISTIQUES À LA COLLECTION BODMER

Quatre cents élèves «visitent activement» la Bodmeriana, en participant à un atelier nourri d'une visite commentée de documents choisis. Cette activité lie la pratique artistique à l'Histoire et à la réflexion sur des thèmes transversaux. Consacrés respectivement à l'Egypte, au Moyen Age et aux guerres mondiales, les ateliers permettent aux élèves de découvrir les trésors du musée.

Après avoir observé *Le Livre des morts*, les élèves de 9e dessinent sur un papyrus, à l'image de ce document, les objets qu'ils aimeraient emmener dans l'au-delà. Le Moyen Age est traité par l'enluminure. Après avoir découvert *La Bible* de Gutenberg ou *Le Roman de la Rose*, les élèves de 10e créent sur un papier «parchemin» une lettrine enluminée. Les élèves de 11e reçoivent en classe une page du *Journal d'Anne Frank*. Ils s'en imprègnent et complètent leurs connaissances avec de précieux documents de la Fondation Bodmer sur cette période de l'Histoire. Ils interviennent ensuite de manière personnelle sur la photocopie de leur page, par des collages, dessins, découpages de mots, etc.

Photo: N. Righetti

Des élèves de 1P de l'Ecole Mail/Carl Vogt avec Sophie Clervil, lectrice bénévole.

L'utopie fait fureur au DIP!

Le lien entre école et utopie, les 1500 élèves accueillis par les responsables pédagogiques de la Fureur de lire, organisée par la Ville de Genève, l'ont découvert cet automne.

Par des stages avec des dessinateurs, des ateliers de musique, des rencontres avec des auteurs de romans ou de BD, les élèves apprennent l'utopie. En témoigne l'exposition collective de huit classes du primaire et du cycle d'orientation sur «La Ville utopique», qui s'est tenue à la Maison communale de Plainpalais en octobre 2013.

L'art public: un trait d'union entre l'artiste et le citoyen

Culture Jadis commandées pour être «décoratives», les œuvres d'art intégrées aux grands chantiers jouent aujourd'hui un autre rôle: permettre aux habitants de s'approprier un environnement urbain qui change. Exemple: les interventions artistiques le long du tram 14.

Le projet artistique du tramway coordonné par le Fonds cantonal d'art contemporain (FCAC) est unique, tant par le nombre des œuvres prévues – cinq en tout, dont la première signée Silvie Defraoui et installée en juin 2013 à Lancy – que par la collaboration entre le canton et cinq communes genevoises (Lancy, Onex, Confignon, Bernex et la Ville de Genève). Il vise à toucher des publics autres que ceux qui vont au musée et à établir un dialogue entre l'usager du tram et les lieux qu'il parcourt, à travers une création artistique qui s'immisce dans son environnement quotidien et l'interroge.

Pour John Armleder, artiste genevois renommé qui intervient dans le passage sous-voie de Montbrillant, «les gens sont libres de s'intéresser ou non à ces œuvres, qui ont quelque chose d'intrusif dans leur espace habituel». L'artiste – qui a signé aussi les aménagements intérieurs du cycle de Drize – apprécie les contraintes qu'impose un lieu comme Montbrillant, auquel «donner une unité relève de la gageure». Il ne se soucie pas de l'anonymat inhérent à l'art public, accordant «plus de valeur à l'art qu'à la vie de l'artiste».

La création de John Armleder consistera en un fronton lumineux sur la voûte du passage (côté place Cornavin) composé d'anneaux de néons blancs qui, avec d'autres néons fixés au plafond de l'arche, éclaireront ce lieu sombre, en particulier les colonnes en béton recouvertes de mosaïques intégrant des morceaux de miroir où se reflétera la lumière. «En digne fils d'hôtelier, je me préoccupe autant de la faisabilité et de l'entretien de l'œuvre que de sa force artistique!», conclut avec humour John Armleder.

Photo: S. Fruehauf

«Axis of silence», première installation lumineuse installée sur un immeuble de Plainpalais, par l'artiste kosovar Sislej Xhafa en 2009.

D'AUTRES ŒUVRES D'ART PUBLIC À PLAINPALAIS INSPIRENT LES ÉLÈVES DU PRIMAIRE

Les neuf installations lumineuses sur les toitures d'immeubles bordant la plaine de Plainpalais ont incité quatre maîtres d'arts visuels de l'enseignement primaire à faire réfléchir leurs élèves sur l'histoire de l'art public et sur l'usage de la lumière par un artiste. Résultat: des travaux d'élèves exposés en mars 2013 à la galerie Andata Ritorno, qui traduisent la manière dont les jeunes se sont approprié le projet *Neon Parallax*, confié à des artistes par les Fonds d'art contemporain de la Ville (FMAC) et du canton (FCAC) de Genève.

Le FCAC entend réitérer avec les écoles une expérience pédagogique autour du projet artistique du tram 14 analogue à celle de *Neon Parallax*.

Le sport, champion toutes catégories

Partenariats «Le sport est une composante de la cohésion sociale et du développement économique de Genève et de l'agglomération franco-valdo-genevoise.» La phrase figure dès les premières lignes du projet de loi de la nouvelle politique cantonale du sport.

Si le rôle social positif des activités sportives est reconnu depuis longtemps, encore faut-il les encourager de façon cohérente. C'est tout le sens du concept cantonal du sport, qui accompagne le projet de loi récemment déposé au Grand Conseil.

«Dans la foulée de la mise en place d'une nouvelle loi fédérale sur le sport, le Conseil d'Etat genevois a décidé de donner un coup de collier», rappelle Olivier Mutter, directeur cantonal du sport. Comment? En inscrivant la promotion des activités sportives dans les orientations stratégiques de la législature 2010-2013. En commandant un solide rapport d'analyse à l'IDHEAP. Et en consultant les partenaires clés: organisations sportives, Ville de Genève ainsi que l'ensemble des communes – par le biais, notamment, du Forum cantonal du sport.

«L'équilibre à trouver est subtil, relève Charles Beer, conseiller d'Etat chargé du DIP. Il repose sur un partenariat ‹éclairé› entre les acteurs associatifs et publics». Un partenariat qui doit être dopé par la nouvelle loi,mais qui existe déjà et se renforce au fur et à mesure sur le terrain. Comme le démontrent les deux exemples suivants.

Le 11 septembre dernier, Swiss Olympic a labellisé le dispositif sport-art-études mis en place au cycle d'orientation et dans l'enseignement postobligatoire à Genève. En clair, c'est la plus haute reconnaissance des efforts déployés par les partenaires scolaires et sportifs du canton en faveur de la relève. Ce dispositif vise à permettre aux jeunes talents de concilier dans les meilleures conditions possibles leur double projet de vie sportive, artistique et professionnelle. Aujourd'hui, ce sont près de 580 élèves – allant de l'école primaire aux HES et à l'Université – qui bénéficient ainsi d'aménagements horaires et de soutiens scolaires spécifiques. «Quelle que soit l'issue de leur carrière artistique ou sportive, ces jeunes peuvent plus facilement suivre une formation et donc mieux s'ancrer à terme dans le monde du travail», souligne Olivier Mutter.

Photo: N. Righetti

Les entraînements sant'e'scalade sont l'occasion de réunir élèves, enseignants et parents dans un contexte sain et convivial. Ecole de la Tambourine, Carouge, vendredi 4 octobre 2013.

En outre, pas moins de 80 écoles primaires participent à sant'e'scalade, programme d'entraînement à la course à pied pour les enfants de six à douze ans. Né à l'initiative d'une association, le concept comprend plusieurs volets (encouragement à la pratique régulière d'activités physiques, sensibilisation à une alimentation saine, etc.) et débouche sur une palette de partenariats. «De notre côté, nous invitons les parents d'élèves à participer aux entraînements qui ont lieu en fin de matinée, après les cours, relève Philippe Maury, enseignant et responsable de sant'e'scalade à l'école de la Tambourine. Cela permet aux enseignants, parents et élèves de se rencontrer dans un cadre différent, de mieux se connaître et de créer du lien social.» ▌

Le judo au programme

Ecole primaire C'est une nouveauté. Le DIP lance un projet pilote introduisant des cours de judo dans le cadre des heures d'éducation physique de deux écoles primaires du Réseau d'enseignement prioritaire (REP).

Respect, amitié et maîtrise de soi. Ces trois valeurs appartiennent au code moral du judo. Et ce ne sont pas les seules vertus attribuées à ce sport: courage, sincérité, honneur, politesse et modestie sont constamment mis en avant par ses adeptes. D'où tout l'intérêt d'enseigner cette discipline dans le cadre scolaire.

A Genève, ce sont les élèves du cycle moyen (5P à 8P) des écoles du Lignon et des Palettes qui sont concernés par cette «première» – deux écoles inscrites dans le Réseau d'enseignement prioritaire (REP). A raison d'une heure par semaine. Ce nouveau programme d'enseignement résulte de discussions entre le DIP et l'Association cantonale genevoise de judo et Trako.

Trako? En espéranto, ce terme signifie la «voie», la «route». Mais c'est surtout le nom de l'association cofondée par le judoka Sergei Aschwanden, médaillé de bronze aux Jeux olympiques de Pékin en 2008. Trako vise précisément à introduire le judo dans les programmes scolaires. Une mission déjà accomplie dans plusieurs établissements vaudois.

«Au-delà d'une saine activité physique, la pratique du judo permet de travailler sur des enseignements beaucoup plus larges. Les notions de respect et de canalisation de sa propre agressivité œuvrent assurément au vivre ensemble, en particulier chez les jeunes», relève Cedric Baillif, chef du secteur de l'éducation physique pour l'enseignement primaire (DIP) à Genève. De leur côté, les responsables de Trako tirent à la même corde. Ils en sont convaincus: cette approche peut favoriser plus généralement la réussite scolaire.

Photo: P. Martin/Tamedia Publications

Sergei Aschwanden, médaillé de bronze aux JO de Pékin, participe au projet pilote qui introduit le judo dans deux écoles primaires genevoises.

Et Sergei Aschwanden de souligner: «Le judo permet aux enfants d'être physiquement en contact dans un cadre bien précis et clairement défini. Je dis souvent aux enfants que, s'ils cassent leur crayon, ils ne pourront plus écrire. Au judo, c'est la même chose. Si on casse son adversaire, on ne peut plus s'entraîner avec lui.» Au chapitre des enseignements livrés par cet art martial basé sur le respect de son adversaire, on peut aussi citer l'une des phrases les plus célèbres du fondateur du judo moderne, Jigoro Kano (1860-1938): «On ne juge pas un homme sur le nombre de fois qu'il tombe, mais sur le nombre de fois qu'il se relève.» Une belle façon d'accepter l'échec et de s'en nourrir pour progresser. ▌

Inscriptions Saison 2013/14
Atelier Danse Manon Hotte
& Compagnie Virevolte

LIEU DE FORMATION, DE RECHERCHE, DE CRÉATION CHORÉGRAPHIQUE
FORMATION DU DANSEUR-CRÉATEUR EN DANSE CONTEMPORAINE

ENFANTS, ADOLESCENTS, ADULTES

21, AVENUE DES TILLEULS
BÂTIMENT H 107 1203 GENÈVE

T 022 340 25 34

www.ateliermanonhotte.ch

Atelier Danse
Manon Hotte
Cie Virevolte

BIJOUX | TERRE | TEXTILE |
ARTS PLASTIQUES
Approche artistique | Techniques diverses

ateliers créatifs
stages ouverts à tous
enfants, ados et adultes

association
les créa teliers

CENTRE DE RENCONTRES ET D'EXPRESSION CRÉATRICE
rue du Léman 14
1201 Genève
cr.createliers@fase.ch
Tél. 022 732 31 11

www.lescreateliers.ch

ÉCOLE DE NATATION GN 1885

Vernets : Mob: +41 76 408 84 75 • Tél: +41 22 342 19 72
Varembé : Mob: +41 76 569 18 85

www.gn1885.ch
Email: ecole.gn1885@gn1885.ch

pour les enfants dès 4 ans et adultes en cours privé ou collectif, tous niveaux, dans 2 piscines à Genève

Piscine des Vernets: lundi 13h00 - 17h00, mardi 08h00 - 20h00, jeudi 08h00 - 17h00, vendredi 08h00 - 18h00 et samedi 08h00 - 16h00

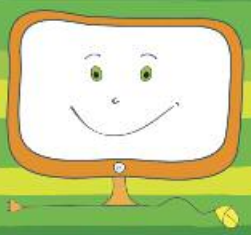
Piscine de Varembé: mardi 12h00 - 18h00, mercredi 08h15 - 20h00, vendredi 08h15 - 20h00

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous sur notre site Internet ou contactez nous par mail ou par téléphone

Genève Natation 1885 • Piscine des Vernets • 1211 Genève 26

Avec le soutien de : speedo harmony

ORDINATEURS DÈS CHF 150.--



ORDINATEURS RECYCLÉS ET RECONFIGURÉS, GARANTIS UN AN
ECRAN PLAT, CLAVIER, SOURIS INCLUS

réalise

www.realise.ch 8 rue Viguet 1227 Les Acacias 022 308 60 10 serviceinfo@realise.ch

Quand filles et garçons aspirent à des professions atypiques

Egalité «Quel métier espères-tu faire quand tu auras 30 ans?» Voici l'une des nombreuses questions posées à plus de 3000 élèves de 13 à 15 ans.

Chloé[1] aimerait devenir ingénieure, Jean a comme projet professionnel de devenir infirmier. Chloé fait partie des 19% de filles du cycle d'orientation qui souhaitent exercer une profession dite masculine et Jean est un des rares garçons à ambitionner un métier dans lequel les femmes sont majoritaires (c'est le cas de 6% seulement des garçons de son âge).[2]

«Si papa, si maman…», texte Francine Bouchet, illustration Bruno Heitz, éd. La Joie de Lire.

Le rôle des parents

La majorité des personnes fonctionne sur des représentations de «ce qui est» ou «n'est pas» fait pour les garçons ou pour les filles. Les résultats de la recherche[3] montrent que les jeunes qui ont grandi au sein d'une famille inculquant qu'hommes et femmes ont des rôles différents choisissent davantage des formations puis des professions typiques. Ainsi, la recherche démontre que les représentations des rôles des filles et des garçons sont ancrées et intériorisées dans le cadre familial déjà, et guident ensuite les orientations professionnelles.

Les avantages d'aller hors des sentiers battus

La recherche met en avant une face peu connue de ces jeunes, comme Jean et Chloé, qui s'engagent dans une formation atypique. Parmi celles qui aspirent à une profession masculinisée, 70% envisagent dans les faits une profession prestigieuse, indépendamment de leur classe sociale d'origine. Ainsi, les filles qui songent à exercer des métiers atypiques privilégient des stratégies *d'ascension sociale*.

Les ressources permettant un métier atypique

Dans l'enquête, les élèves ont été amenés à citer les personnes qui ont récemment joué un rôle important dans leur vie. Chloé a mentionné ses parents et une enseignante. Les chercheurs, en analysant l'ensemble des réponses de l'enquête, ont trouvé qu'aux mêmes résultats scolaires, les élèves qui citent un enseignant comme une personne jouant un rôle important dans leur vie formulent des aspirations professionnelles plus élevées que leurs pairs ne mentionnant pas ce soutien à l'école.

Quant à Jean, son réseau social est composé majoritairement d'amis. Ce réseau a permis à Jean de ne pas se conformer aux attentes de la société. La recherche démontre en effet que les orientations atypiques sont plus fréquentes chez les élèves dont le réseau social est composé majoritairement d'amis et moins fréquentes chez ceux dont les parents occupent une place plus centrale.

L'enjeu des choix atypiques

En Suisse, l'économie, et notamment les secteurs très sexués tels l'ingénierie et les métiers des soins, souffre de pénurie de professionnels. Accompagnés d'une promotion de l'égalité sur le marché du travail, les choix atypiques contribueraient à résorber cette pénurie. Un bénéfice non seulement pour les jeunes en formation mais aussi pour l'économie nationale. ▌

Elargis tes horizons!

Programmer le robot «Roberta» sur une base spatiale, créer de la lumière liquide, démasquer les rayons cosmiques dans une chambre à brouillard, créer son propre service de réalité augmentée, découvrir où se cache l'électricité dans la matière: 24 ateliers scientifiques organisés par des expertes sont proposés le 16 novembre à Uni Mail. Cinq cents filles entre 11 et 14 ans sont invitées à y participer grâce à l'association Elargis tes horizons. Inscription: elargisteshorizons.ch. Et, pour tout renseignement: info@elargisteshorizons.ch

[1] Noms d'emprunt et situations mises en scène.
[2] Sont considérés comme atypiques des métiers exercés par moins de 30% d'individus du même sexe.
[3] Enquête réalisée par huit chercheurs de l'Université de Lausanne et du SRED (Carolina Carvalho Arruda, Edith Guilley, Lavinia Gianettoni, Dominique Joye, Jacques-Antoine Gauthier, Dinah Gross, Elisabeth Moubarak, Karin Muller) dans le cadre du programme national de recherche PNR60 «égalité entre hommes et femmes» du Fonds national suisse.

L'enjeu de l'éducation au développement durable

Prise de conscience Tisser des liens, comprendre l'autre, se responsabiliser: la notion de «mieux vivre ensemble» est compatible avec les objectifs de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) tels que définis dans le Plan d'études romand (PER). Exemples avec les établissements Palettes-Bachet et En-Sauvy.

L'EDD prend une place importante en lien avec l'éducation à la citoyenneté dans le Plan d'études romand (PER). Les problématiques liées au développement durable y sont présentées comme ayant des implications fondamentales sur le système éducatif.

En collaboration avec les acteurs locaux de la vie de quartier ou communale, l'école Palettes-Bachet cherche à outiller ses élèves pour les rendre, au quotidien, responsables de leur environnement dans lequel santé, qualité de vie et bien-être «devraient caractériser le présent et l'avenir à long terme».La promotion de la santé et l'encouragement au respect constituent des objectifs prioritaires dans le projet d'établissement et seront déclinés ces prochaines années par de multiples actions: les goûters sains, des cours JS+Kids, la participation de classes au Challenge des explorateurs de l'énergie, un atelier de peinture permettant aux élèves de développer l'estime de soi et des sorties nature enrichies par l'apport d'une titulaire animatrice certifiée.

A l'école En-Sauvy, à Lancy, de nombreuses actions sont entreprises autour du «mieux vivre ensemble». Depuis deux ans, une charte a été mise en place, s'articulant autour de quatre notions fondamentales: le respect, la tolérance, la solidarité et la coopération. «Il s'agit d'apprendre aux enfants à verbaliser leurs émotions afin de résoudre les conflits par eux-mêmes», explique Wanda Caron, la directrice de l'école. Cette politique, qui vise à développer la communication respectueuse, commence à porter ses fruits et le nombre d'incidents diminue. Dans une démarche qui se veut festive et pédagogique, un système de parrainage des plus grands pour les plus petits a également été mis sur pied. Le but est de créer des liens entre degrés, de responsabiliser les plus grands et de faciliter l'adaptation des plus petits. Les élèves de classes spécialisées ont aussi été intégrés à ce projet avec succès. Toutes ces actions ont un impact positif et contribuent à améliorer durablement les relations au sein de l'établissement.

Pour plus d'informations:
http://icp.ge.ch/dip/agenda21 et
http://www.education21.ch/fr/home

Photo: N. Righetti

L'éducation au développement durable a pour but notamment de sensibiliser les élèves au respect de l'environnement.

Le DIP participe au premier forum romand de la nouvelle fondation éducation21 le 13 novembre 2013 à Bienne sur le thème «projets d'établissement et EDD».

Pour plus d'informations:
http://www.education21.ch/fr/home

«L'EDD est essentiellement une question de valeurs ayant pour centre la notion de respect. Respect des autres, respect de la différence et de la diversité, de l'environnement, des ressources de la planète que nous habitons.»

Document cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014).

Les HES: un potentiel pour les jeunes et pour la région

Eclairage François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, explique le rôle joué par les Hautes écoles spécialisées depuis quinze ans.

Qu'ont apporté les HES pour la formation des jeunes?
François Abbé-Decarroux Une liberté de choix au terme de la scolarité obligatoire. Avant la création des HES, il y a plus de quinze ans, un jeune qui empruntait la voie professionnelle au terme de sa scolarité obligatoire se fermait les portes de l'enseignement supérieur. Aves les HES, un jeune qui, par exemple, choisit de faire un CFC en microtechnique, en gestion ou en soins et santé communautaires a non seulement la garantie d'avoir un métier à la sortie de sa formation, mais se voit encore offrir la possibilité – s'il en a l'envie et les capacités – de poursuivre ses études à un niveau universitaire.

Les HES ont-elles favorisé la démocratisation des études?
Effectivement, les HES jouent un rôle d'ascenseur social et favorisent la réduction des inégalités en ouvrant l'enseignement tertiaire à des jeunes qui n'y avaient pas accès. Avec une maturité professionnelle ou spécialisée, on accède au bachelor HES qui peut se poursuivre par un master dans une HES, une université ou une EPF, en Suisse ou à l'étranger, et pourquoi pas jusqu'au doctorat. De tels parcours existent. Or, la grande majorité des étudiants HES proviennent de familles dans lesquelles aucun des parents ne bénéficie d'une formation de niveau universitaire. Les HES sont dès lors un élément fondamental de la démocratisation des études.

Photo: N. Righetti

Pour François Abbé-Décarroux, les HES offrent «une liberté de choix au terme de la scolarité obligatoire».

Comment les HES contribuent-elles au développement de la région?
La vocation des HES est de soutenir le tissu économique, social et culturel de la région. Ce soutien s'effectue notamment par le biais de mandats de recherche appliquée et d'expertises réalisées par les HES en collaboration étroite avec des partenaires de la région. Il se fait également via un enseignement professionnalisant et axé sur la pratique. Une grande partie du corps professoral est composée d'enseignants qui exercent leur activité professionnelle principale en dehors de l'école et qui viennent dispenser leur expertise et confronter les étudiants à des problèmes concrets issus de leur terrain.

Qu'est-ce qui fait la force de la HES-SO Genève?
La richesse des HES genevoises, c'est d'avoir six écoles dans une proximité de lieux. Avec une telle richesse de compétences, nous favorisons les approches interdisciplinaires et les regards croisés dans la réalisation de projets. Le projet Créagir en est un exemple. Il vise à faire travailler ensemble des étudiants des six écoles sur un projet de développement durable. Cette année, le prix Créagir a été remporté par quatre étudiants issus de trois écoles différentes pour leur projet APIDAE, association pour l'installation en ville de ruches sur les toits d'entreprises.

Genève accueille la 2e conférence nationale «Jeunes et violence»

Evénement Il sera notamment question des échanges sur les bonnes pratiques de la prévention de la violence dans la famille, à l'école et dans l'espace social. Une conférence publique le 14 novembre alimentera la réflexion sur *La cohésion sociale, approche prometteuse ou illusion?*, avec le sociologue Sébastian Roché.

Des participants de toute la Suisse ainsi que des invités européens passeront deux jours à Genève, les 14 et 15 novembre, lors de la 2e conférence nationale du programme *Jeunes et violence*. Si elle s'adresse aux spécialistes et aux responsables de la prévention de la violence, toute personne intéressée est invitée à une conférence publique et gratuite, de M. Sébastian Roché, sociologue à l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble, le14 novembre, dès 18h15 à Uni Dufour, salle U600. Thème de sa présentation: *La cohésion sociale, approche prometteuse ou illusion?* Une politique renforçant les liens sociaux et la tolérance à l'égard de l'autre peut-elle être une réponse au sentiment d'insécurité dans notre société? Comment peut-on aujourd'hui «vivre ensemble» en harmonie et sans exclusion?

P. Turpin / Keystone

Le cyber-harcèlement représente un tiers des actes d'agression parmi les jeunes.

Autre invité de marque, le lendemain: Pierre Joxe, ancien ministre socialiste, notamment à l'Intérieur et à la Défense, et ancien Premier président de la Cour des comptes ou encore membre du Conseil constitutionnel de 2001 à 2010. L'homme est depuis 2010 avocat au barreau de Paris, où il défend les droits des mineurs. Il dénonce dans son dernier livre – *Pas de quartier? Délinquance juvénile et justice des mineurs* – la «démolition» de la justice des mineurs par une série de lois répressives.

Le programme national *Jeunes et violence* soutient deux projets genevois. Le premier concerne la lutte contre le harcèlement et cyber-harcèlement au sein des établissements scolaires. Une enquête, menée par le Service de la recherche en éducation (SRED) auprès de 3000 élèves au cycle d'orientation et au postobligatoire, a montré notamment que cette violence invisible touche 8% des élèves du cycle d'orientation et 4% du postobligatoire. Les premiers résultats obtenus ne sont pas une surprise et correspondent à ceux des études internationales sur la question.

Ainsi, près de 2000 élèves pour l'ensemble du cycle d'orientation et du postobligatoire sont victimes de micro-violences hebdomadaires, c'est-à-dire de harcèlement. S'agissant de cyber-violence, phénomène que l'on commence à peine à appréhender, l'étude démontre qu'il représente un tiers des actes d'agression et que la souffrance perçue est comparable à celle du harcèlement. Plus important encore, les résultats mettent en évidence que les agresseurs sont majoritairement des pairs de la classe, et que les victimes, lorsqu'elles brisent l'omerta, appellent rarement les adultes à l'aide. Le plan d'action du DIP doit donc prioritairement cibler les collaborateurs de l'école et les parents d'élèves dans l'objectif de favoriser leur intervention en situation de harcèlement.

Dès 2014, neuf établissements de l'enseignement secondaire, participeront à la phase pilote du projet. Puis, un déploiement progressif du plan de prévention du DIP, piloté par le Service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ) avec son partenaire Action Innocence (AI), aura pour objectif principal de sensibiliser et de former les adultes afin d'améliorer encore la détection, l'intervention et la prévention en matière de harcèlement.

Le second projet concerne la création d'une nouvelle pièce du théâtre Forum par la troupe *Le Caméléon* – intitulée *Le calendrier d'une mort annoncée*. Ce projet interactif vise à faire prendre conscience aux jeunes qu'une meilleure gestion des émotions peut éviter de passer à l'acte en utilisant, par exemple, des armes blanches. Là encore, cette nouvelle pièce – soutenue par la Fondation pour l'animation socioculturelle (FASe) – sera jouée dans plusieurs établissements du DIP dès janvier 2014. Et fera l'objet d'une évaluation. ▌

Plus d'information sur le programme: www.jeunesetviolence.ch

La mémoire de l'école

Exposition «Qu'as-tu appris à l'école?» Telle est la question à laquelle répond la CRIEE à la Maison Tavel, du 8 novembre 2013 au 16 mars 2014.

Créée en 1988 grâce à une collaboration alors inédite entre l'Etat, la Ville et l'Université de Genève, la CRIÉE a commencé à rassembler objets et documents liés à l'école et à l'enfance par le biais d'une récolte tous ménages qui avait vu cahiers, photos de classes, travaux de couture, livres ou gravures de prix et manuels émerger des greniers. Le fonds «tous ménages» était né, premier d'une collection qui en compte aujourd'hui huit: objets et matériel d'enseignement, fonds de l'école Privat, archives de diverses associations d'enseignants, dessins d'élèves, livres de bibliothèques scolaires et jeux éducatifs, collection de livres d'enfants. Au total, ce sont plus de 18'000 objets et documents que recense une base de données désormais consultable en ligne.

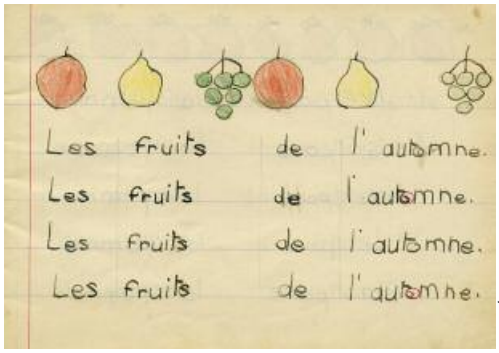
Ce printemps, la CRIÉE a lancé une nouvelle campagne de récolte: celle de 1988 ne concernant que les objets antérieurs à 1960, il est apparu nécessaire de compléter la collection pour pouvoir étudier l'école de la fin du XXe siècle. Les lots récoltés, même s'ils sont moins nombreux, permettent des comparaisons intéressantes. Au fil des décennies, ce sont toujours les mêmes objets que l'on garde, même si l'évolution des techniques et des moyens d'enseignement se fait sentir: le beau cahier a fait place aux feuilles volantes qui se froissent et s'éparpillent, et des activités créatrices mixtes ont remplacé les travaux de couture des jeunes filles d'autrefois.

Cette deuxième campagne de récolte a été complétée par une action menée dans le cadre d'un séminaire de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation placé sous l'égide de la professeure Rita Hofstetter: une centaine d'étudiants a reçu pour mission de rassembler des souvenirs d'école sur plusieurs générations (dont la sienne) et de mener une réflexion sur les objets eux-mêmes et le discours tenu par leurs propriétaires. Ce travail a servi à la préparation de l'exposition présentée à la Maison Tavel, dans laquelle vous retrouvez assurément tous vos souvenirs: manuels scolaires, cahiers, classeurs et travaux d'élèves, photos, activités manuelles et créatrices, carnets de devoirs de jadis et agendas contemporains vous permettront de voyager de l'école d'hier à celle d'aujourd'hui. La fête des promotions, désormais inscrite au patrimoine culturel immatériel de la Suisse, sera aussi évoquée, avec son cortège, ses cocardes et son irrésistible avant-goût de vacances…

La CRIÉE et sa base de données:
http://www.geneve.ch/sred/criee/
Exposition à la Maison Tavel
du 8 novembre 2013
au 16 mars 2014
Ouvert tous les jours
de 11h à 18h
sauf le lundi
Visites pour
les classes:
adp-mah@ville-ge-ch
tél. 022 418 25 00
de 9h à 12h

© CRIÉE, Olivier Zimmermann

Classeur de couture, 1967-1968.



© CRIÉE

Cahier de français, 1e primaire, 1941.

Brèves

Enfin une biographie sur André Chavanne!

Archives DIP

Figure tutélaire de l'école genevoise, André Chavanne n'avait jamais fait jusqu'ici l'objet d'une biographie détaillant non seulement son action de conseiller d'Etat, fonction qu'il a exercée de 1961 à 1985, mais également son parcours de conseiller municipal et de conseiller national. C'est désormais chose faite sous la plume de Jean-Pierre Gavillet, professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire, qui a pu avoir accès à des fonds d'archives et à des témoignages inédits. Il en résulte un portrait très complet et parfois inattendu de cet homme attachant et marquant, orateur politique hors pair et grand amateur d'histoire des sciences – sa bibliothèque personnelle est désormais à la Fondation Bodmer! Des photos officielles mais aussi personnelles, remises par sa propre fille, viennent enrichir les nombreux témoignages d'amis, d'adversaires et de collaborateurs qui font revivre cette figure marquante de l'histoire genevoise. ▌

INFOLIO Editions,
parution décembre 2013

L'Oreille des kids (ODK): une émission pour découvrir la science

Comment volent les avions? C'est quoi l'électricité statique? Pleins feux sur les phénomènes physiques avec et pour les kids de 7 à 10 ans! A travers des expériences et les explications d'experts du PhysiScope de l'Université de Genève, les enfants découvrent la science de façon ludique et interactive. ▌

C'est le mercredi en fin de matinée sur RTS2 et en tout temps sur www.rts.ch/jeunesse/l-oreille-des-kids/

Fichier Hobby: un clic vers 1500 activités de loisirs

Une seule adresse internet pour accéder à plus de 1500 activités de loisirs destinées aux enfants, tel est le thème de la campagne de communication lancée conjointement par le canton et la Ville cet automne. A Genève, les associations et institutions publiques offrent une grande palette d'activités culturelles et sportives. Tous les renseignements sur les lieux, horaires, coûts sont accessibles sur le site internet du DIP. ▌

Plus d'infos:
www.ge.ch/loisirs_jeunes
ou au 022 546 21 50

Agenda

DE NOVEMBRE 2013 À AVRIL 2014

Eduquer à vivre ensemble

La Maison de Quartier des Eaux-Vives consacre cinq soirées au lien social, avec les contributions de différents intervenants – psychothérapeutes, théologien, clinicienne – sur les formes d'attachement, la construction des liens, le besoin de reconnaissance et autres aspects de la vie affective et sociale. Ces cinq mardis d'échanges avec le public s'étendront du 1er octobre 2013 au 8 avril 2014, de 20h à 22h. Entrée libre et sans réservation, chapeau à la sortie. ▌

Plus d'infos:
www.mqev.ch

Bricoler des mots à la MRL

Neuf classes de l'enseignement primaire (de la 5P à la 8P) ont choisi d'écrire «les ciseaux à la main», dans un atelier intitulé «Anagramme: coupe et coupe et colle et drame» proposé par la Maison de Rousseau et de la Littérature. Ouverte dès janvier 2014, cette activité consistera à découper en morceaux des copies de journaux, récits ou pages de dictionnaire pour fabriquer de nouveaux mots, des poèmes ou une histoire, sous une forme ludique. Une anagramme – du grec *anagramma* (lettre en arrière) – consiste à permuter les lettres d'un ou plusieurs mots pour en créer d'autres. ▌

Plus d'infos:
http://icp.ge.ch/dip/culture

Peur amie, peur ennemie

La peur est l'une de nos émotions les plus profondes. Elle est aussi l'une des plus étudiées par les neurosciences qui en ont beaucoup appris à son propos. Portée par l'Université de Genève et la Faculté de médecine, une exposition grand public, gratuite, ludique et éducative, ouvrira ses portes en mars 2014 à l'Université (Uni Dufour). Une occasion unique de découvrir le secret de nos petites et de nos grandes frayeurs, de celles qui nous protègent et de celles qui nous handicapent. ▌

Mars-juin 2014, Uni Dufour
Plus d'informations dès février 2014:
www.neurocenter.unige.ch

Festival vidéo des écoles: «Derrière la nuit: à la recherche du sommeil perdu»

Pour sa 21e édition, c'est autour du sommeil que le Festival vidéo et multimédia des écoles propose aux élèves de donner libre cours à leur créativité. Que se passe-t-il dans notre cerveau lorsque nous dormons? En trois minutes (film ou multimédia), quelle image peut-on donner de nos nuits blanches, de nos insomnies, de nos cauchemars, voire du somnambulisme?

Cette édition se déroule en partenariat avec l'Université de Genève, les Hôpitaux Universitaires de Genève, le Service de santé de l'enfance et de la jeunesse du DIP et la Radio Télévision Suisse, lesquels ont mis sur pied pour l'année 2013-2014 un vaste projet intitulé «La face cachée du sommeil». L'affiche du festival a fait l'objet d'un concours au Centre de formation professionnelle des arts appliqués (CFPaa).

Le festival est ouvert à tous les élèves des écoles publiques de Genève, de Suisse et d'ailleurs. Inscriptions et date limite pour l'envoi des productions: lundi 7 avril 2014. ▌

Plus d'infos:
wwwedu.ge.ch/dip/festival

Inscriptions aux activités extrascolaires

Les mercredis, le Service des loisirs éducatifs propose plus de 230 activités extrascolaires, culturelles ou sportives aux jeunes de 4 à 16 ans. Eveil au rythme et au mouvement pour les plus petits, jardinage en ville, volleyball ou kayak pour les plus grands, le choix est multiple. Nouveau cette année: des cours de musique comme le chant ou les percussions. Il reste des places pour les activités du deuxième semestre et les sorties à ski. ▌

Plus d'infos:
www.ge.ch/loisirs_jeunes
ou au 022 546 21 10

Les JEC 2014: zoom sur les frères Coen

Les prochaines Journées d'études cinématographiques de l'enseignement postobligatoire, ouvertes sur inscription auprès des directions à quelque 180 élèves, auront lieu du 12 au 14 février 2014.

Les élèves pourront assister à la projection d'une sélection de films sur grand écran aux cinémas du Grütli et participer à des ateliers-débats menés par cinq enseignants du PO. Cette édition 2014 sera consacrée à l'œuvre cinématographique des frères Joel et Ethan Coen, qui ont réalisé une vingtaine de longs métrages et reçu de nombreux prix.

Outre les projections réservées aux classes, les cinémas du Grütli proposeront en soirée différents films des frères Coen, dans le cadre de projections tous publics. ▌

Plus d'infos:
022 546 63 90

Accademia d'Archi
ECOLE DE MUSIQUE
dès 4 ans et adultes

INITIATION - SOLFEGE
VIOLONCELLE - ALTO
VIOLON - CONTREBASSE

153, rte de Chêne - 1224 Chêne-Bougeries
tél. 022 751 26 76
www.accademia-archi.ch

EPI Espace de Pratique Instrumentale

Plus de 25 ans d'expérience !!!

Ateliers de musique, ateliers à thème
cours individuels d'instruments

44, rte de Veyrier – 1227 Carouge
Tel: 022 343 68 43
E-mail: info@epi-musique.ch
Site : www.epi-musique.ch

Pratique des musiques actuelles
en groupe ou individuellement (de 8 à 18 ans)

Agenda

DE NOVEMBRE 2013 À AVRIL 2014

Je mange, donc je vis!

Dans le cadre de la Journée portes ouvertes sur le diabète, la Faculté de médecine de l'UNIGE propose aux jeunes de 10 à 12 ans un parcours didactique sur la balance énergétique. Pourquoi sommes-nous attirés par le sucre? Quelle différence entre une pomme et une barre chocolatée? Et l'activité physique quotidienne, est-ce vraiment indispensable? Autant de questions qui seront abordées lors du parcours «Je mange, donc je vis!» qui invite les jeunes à se pencher de manière scientifique et ludique sur le lien entre l'alimentation et l'énergie qu'elle apporte au corps.

Pour les classes (7P-8P) et des groupes d'enfants (10-12 ans) suivis médicalement (diabète ou surpoids), les matins du 4 au 29 novembre 2013. Sur inscription: www.unige.ch/parcours/jemange

Journée d'information sur les filières de l'UNIGE

Chaque année l'Université de Genève ouvre ses portes aux collégiens, gymnasiens et lycéens de toute la Suisse et d'ailleurs pour une journée d'information sur les filières. Ouverte à tous, elle se tiendra le mercredi 5 mars 2014, à Uni Mail (40, bd du Pont-d'Arve) et comprendra: des séances d'information données par chaque faculté pour découvrir l'essentiel du cursus d'études (contenu, objectifs, aptitudes requises, débouchés) et des stands pour compléter l'information par des échanges informels (avec des étudiants, des conseillers aux études et des enseignants).

Inscriptions aux camps «Hiver-Printemps»

Les inscriptions pour les activités de vacances «Hiver-Printemps» sont ouvertes. Au programme, culture et découverte de la nature pour les enfants de 4 à 12 ans: balades en montagne et jeux de neige, création d'objets en matériel recyclé ou cuisines du monde.

Plus d'infos:
www.ge.ch/loisirs_jeunes ou au 022 546 21 50

Toutankhamon fait un carton

Photo: A.-M. v. Sarosdy

Près de 800 classes visitent l'exposition «Toutankhamon – son tombeau et ses trésors» à Palexpo, entre le 30 septembre et le 20 décembre 2013. Les répliques grandeur nature du trésor funéraire du pharaon permettent aux élèves de s'immerger dans l'Egypte ancienne gratuitement grâce à la générosité de la Fondation Wilsdorf et à l'initiative de la société organisatrice de l'événement. Les inscriptions restent ouvertes sur le site Ecole&Culture jusqu'au 16 décembre.

Plus d'infos:
http://icp.ge.ch/dip/culture ou http://toutankhamon.ch/

Zoom sur les métiers du tourisme

La Cité des métiers et de la formation de Genève propose un «Zoom Métiers» consacré au domaine du tourisme (employé-e de commerce en agence de voyages CFC et gestionnaire en tourisme). Les visiteurs pourront assister à une présentation détaillée de ces métiers, proposée par des professionnel-le-s, apprenti-e-s et enseignant-e-s qui se tiendront à disposition pour répondre à toutes les questions relatives à leur domaine d'activité.

Mercredi 11 décembre 2013, de 14h à 16h
Espace exposition (rez-de-chaussée),
Cité des métiers
6 rue Prévost-Martin
Entrée libre

D'octobre à avril, les mercredis après-midi de 14h à 16h, des «Zooms Métiers» sont organisés à la Cité des métiers.

Plus d'infos:
www.citedesmetiers.ch/geneve

Séminaire public: Evolution des compétences en lecture et en écriture chez des adolescents à risque

Afin de présenter au public le résultat de ses recherches les plus récentes, le Service de la recherche en éducation (SRED) du DIP organise régulièrement des séminaires le jeudi à midi. Ces séances débutent par un exposé des chercheurs, suivi d'une partie questions du public et débats. Jeudi 28 novembre seront présentés les résultats de l'étude EVOLIT, une recherche portant sur des élèves présentant des difficultés en lecture-écriture (littératie) à la fin de l'école primaire. Comment les compétences de ces élèves évoluent-elles tout au long du cycle d'orientation? Quels sont les facteurs explicatifs d'une éventuelle résilience?

Jeudi 28 novembre 2013, de 12h15 à 13h30
Salle 1 (rez-de-chaussée), SRED
12 quai du Rhône
Entrée libre
Plus d'infos:
www.ge.ch/sred

CRÉEZ UN CAPITAL POUR LES ÉTUDES

Pour se lancer dans la vie, quoi de mieux comme tremplin pour soi ou ses proches qu'un revenu régulier et garanti au moment où on en a le plus besoin, par exemple pour des études ou un voyage à l'étranger ?
Le produit Revenu d'études répond à ce besoin.

T +41 22 817 17 17
www.rentesgenevoises.ch

RENTES GENEVOISES
Sécurisation de patrimoine depuis 1849